

► POLLUTION

PLUS DE PESTICIDES QUE DE POISSONS DANS NOS RIVIÈRES

C'est officiel, mais tout le monde s'en fout : 89% des rivières, au moins, contiennent des pesticides, dont certains interdits depuis des lustres. Charlie raconte pourquoi cela ne changera pas.

Somptueusement con. Point de départ : une étude du Commissariat général au développement durable (CGDD), lourd machin tenu par les grands ingénieurs d'État des Mines, des Ponts et du Génie rural. Publiée ces derniers jours¹, elle révèle que 89% des cours d'eau de surface sont pollués par des pesticides. Mais soyons précis : des pesticides ont été trouvés dans 89% des milliers de prélèvements réalisés dans nos rivières. Dans un quart d'entre eux, on retrouve vingt pesticides différents ou plus. Dans la moitié, entre onze et vingt. Au total, 602 pesticides distincts ont été recherchés.

Pourquoi diable, grands dieux du ciel? Réponse évidente du CGDD : « Les teneurs les plus élevées se situent dans les régions céréalières, de maïsiculture ou de viticulture. [...] En métropole, 11% des points sont exempts de pesticides. Ils sont majoritairement situés dans les régions montagneuses (Alpes, Pyrénées), ou dans les zones peu agricoles ou à agriculture peu intensive. » L'agriculture industrielle, donc, sans conteste.

Idem pour les nappes souterraines, dont dépend en partie notre avenir : 71% des prélèvements (en métropole) contenaient au moins un goûteux pesticide. En surface, les deux principales molécules retrouvées sont l'AMPA — issu du glyphosate/Roundup — et l'atrazine, interdite depuis 2003. En sous-sol, l'atrazine est de loin la première.

DÉGÂTS DES EAUX

Cette folie a-t-elle un coût? Charlie vous recommande d'attacher vos ceintures, car ça va secouer. Si l'on décidait d'éliminer nitrates et pesticides dans les rivières, il en coûterait chaque année entre 54 et 91 milliards d'euros. Qui ose ce chiffre? Le même Commissariat général au développement durable, dans une étude précédente², oubliée par tous depuis des lustres. Quant aux nappes, c'est encore plus fou : le CGDD estime qu'il faudrait mobiliser « entre 522 et 847 milliards d'euros (hors coûts d'énergie du pompage avant traitement) » pour se débarrasser des nitrates et des pesticides, les deux mêmes faces du même problème. À rapprocher du déficit public, qui atteint 84,8 milliards d'euros pour 2014.

Tout est donc sur la table et dans la flotte. Que font nos politiques, si soucieux du bien public? Keud, car il faudrait pour cela affronter un monstre appelé FNSEA, le « syndicat » agricole qui fait disparaître un à un, depuis soixante-dix ans, ses adhérents, sous couvert de modernisation. Le grand chef de la FNSEA, Xavier Beulin, est par ailleurs patron de la gigantesque coopérative Sofiprotéol, qui commercialise gentiment des pesticides. Comme il faut tout de même faire semblant, de doctes experts officiels proposent sans pouffer la création de « zones tampons



humides artificielles (ZTHA)» — des bassins de rétention — pour limiter la casse.

Valls, sauveteur national bien connu, a lui aussi répondu à sa façon. Acclamé au congrès de la FNSEA, fin mars, il a donné raison sur toute la ligne aux pires productivistes, laissant entrevoir une ouverture sur le dossier des OGM. Quant aux nitrates, Valls a promis, juré, craché qu'il renégocierait la directive européenne qui oblige, pour l'heure, à réduire leurs émissions. Dans une ambiance très mamours, Beulin lui a répondu cette splendeur : « Face à l'embargo russe, manger français est tout simplement un acte de patriotisme. » Ajoutant — humour français pas mort — même : « Faites-nous confiance, monsieur le Premier ministre. »

Tout va donc continuer, car tout est toujours pareil. À l'automne 2007, Jean-Louis Borloo promettait une baisse de 50% de l'usage des pesticides en dix ans. Avant de se reprendre sous la pression du lobby : la baisse aurait lieu, mais « à la condition qu'elle soit possible ». Et ça n'a pas été possible, pardi. En 2008, l'alors ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, lançait un plan Écophyto loufoque — 361 millions d'euros au total —, promettant de diminuer la consommation de pesticides via l'invention de l'indicateur NODU (Nombre de doses unités). Or celle-ci a augmenté de plus de 10% entre 2009 et 2013, dont 9,2% entre 2012 et 2013.

Le Foll vient fort logiquement de lancer un nouveau plan Écophyto : il s'agit de diminuer de moitié l'usage des pesticides d'ici à... 2025.

Fabrice Nicolino

1. statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/s/pesticides-eaux.html
2. developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED52-2.pdf